



Rapport d'Orientations Budgétaires 2026

Rapporteur : M. Olivier Nocquet

A-Un contexte international et national incertain



- ▶ Le contexte politique national reste incertain et n' a pas permis de disposer des éléments sous-jacents qui fondent les prévisions du projet de loi de finances 2026 (Inflation, Produit Intérieur Brut, Déficits publics..).
- ▶ L'ensemble de la sphère publique se trouve dans l'incertitude du déploiement comme du financement des politiques dont elle assume la mise en œuvre .
- ▶ Pour autant, les paramètres macroéconomiques qui structureront les projets de loi de finances 2026 s'inscriront dans l'impératif de maîtriser les déficits publics quelle que soit l'évolution de la situation politique.

A1- Le contexte international :

Le débat d'orientation budgétaire 2026 s'inscrit dans un cadre économique qui reste marqué par une grande incertitude :

► Tensions commerciales :

- ▶ Les États-Unis appliquent désormais un tarif moyen de 15 % sur les exportations européennes, suite à l'accord-cadre conclu en août 2025. Certaines filières sensibles (semi-conducteurs, pharmacie) bénéficient néanmoins d'exemptions.
- ▶ Les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine demeurent tendues, mais les droits de douane ont été partiellement réduits au printemps 2025 (30 % côté US, 10 % côté chinois), ce qui a permis de limiter temporairement les tensions.
- ▶ Malgré ces ajustements, l'indice mondial d'incertitude commerciale reste à un niveau record début 2025, même s'il devrait progressivement refluer

➤ Impact sur la France :

La Banque de France estime que ces tensions représenteraient une perte cumulée de 0,4 point de PIB entre 2025 et 2027, principalement liée à l'incertitude pesant sur les entreprises et la consommation, plus qu'aux droits de douane eux-mêmes.

► **Croissance mondiale :**

- L'OCDE prévoit un ralentissement à 2,9 % en 2025-2026, en raison du climat d'incertitude.
- Le FMI se montre plus optimiste, tablant sur 3,0 % de croissance, porté par la reprise de l'investissement et un assouplissement financier.

► **Autres risques :**

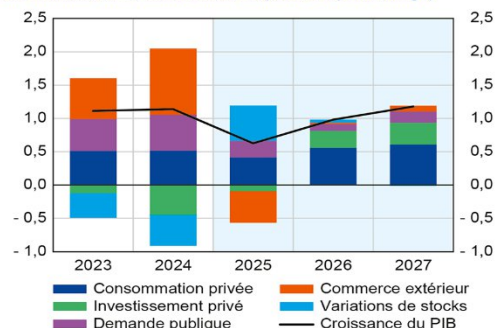
- Géopolitique : guerre en Ukraine et tensions au Proche-Orient continuent de menacer l'approvisionnement énergétique et la stabilité des échanges.
- Monétaire et financier : la volatilité des marchés obligataires reste forte, alimentée par la hausse des taux longs ; la BCE appelle à la prudence et au maintien de la stabilité monétaire.

A2-Les paramètres macro-économiques du pays (source BCE)

- ▶ Croissance économique prévisionnelle:
 - ▶ 2025: Le commerce extérieur freine la croissance même si la demande intérieure reste positive,
 - ▶ 2026: +1% portée par une consommation plus dynamique et un redressement de l'investissement,
 - ▶ 2027: +1,2% proche du potentiel avec une contribution positive des exportations

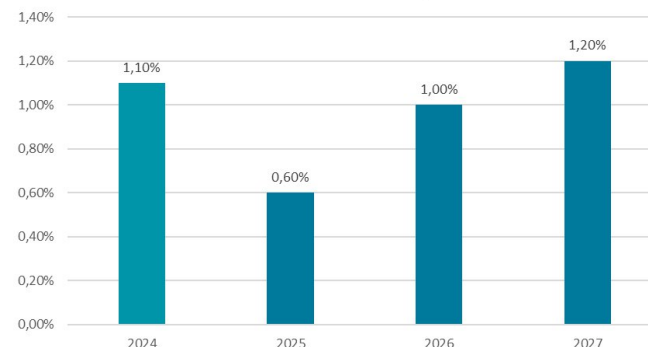
Contributions à la croissance du PIB réel

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'en 2024, projections Banque de France sur fond bleuté.

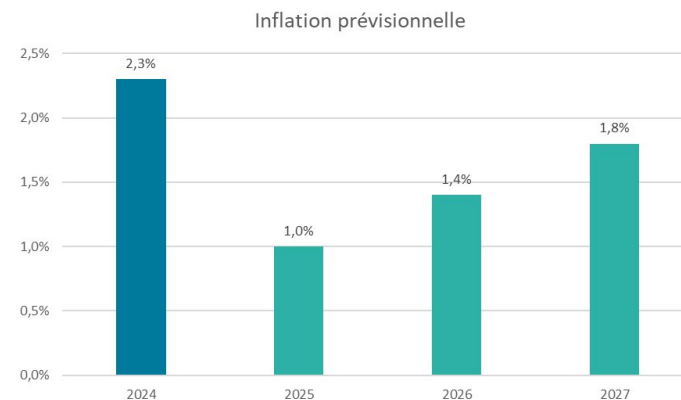
Croissance économique



A-Un contexte international et national incertain



- ▶ Quant à l'inflation cible (source Bdf):
 - ▶ Inflation (IPC) : L'inflation est projetée sur un point bas à 1,0 % en 2025, grâce à la baisse des prix de l'énergie (électricité, pétrole, gaz).
 - ▶ 2026 : reprise modérée à 1,4 %.
 - ▶ 2027 : 1,8 %, toujours sous le seuil de 2 %.
 - ▶ Hors énergie et alimentation, l'inflation recule vers 1,6 % en 2027, en lien avec le ralentissement des salaires.
 - ▶ La désinflation est plus rapide que prévu, ce qui soutient le pouvoir d'achat
- Cependant, il convient d'être très prudent compte-tenu de l'instabilité du contexte international.*



B- L'environnement et les perspectives en volume du syndicat



- ▶ Quant aux renforcements des réseaux électriques :
 - ▶ À fin 2024, il restait 438 Clients Mal Alimentés (CMA), soit 11,5 M€ TTC de travaux de renforcements à mobiliser pour les résorber (26 150 €/CMA) . Pour traiter ce stock en 8 ans, il faut traiter 60 CMA par an et donc consacrer **1,5 M€** chaque année aux travaux de renforcement.
 - ▶ D'autre part, sur les 3 dernières années, on peut constater l'apparition d'environ 150 nouveaux CMA chaque année, soit environ **4 M€** de dotation budgétaire à prévoir tous les ans.
 - ▶ Il convient donc de prévoir une enveloppe annuelle d'environ **5,5 M€** TTC aux renforcements (hors inflation) pour traiter 210 CMA.

B- L'environnement et les perspectives en volume du syndicat



- ▶ Quant aux travaux de sécurisation des réseaux :
 - ▶ À fin 2024, il restait 599 km de fils nus, soit 72 M€ (120 €/ml) pour finaliser la résorption des fils nus. Soit **8 M€** par an sur 9 ans (hors inflation).
- ▶ Quant aux extensions des réseaux :
 - ▶ Même avec les annonces sur la baisse des projets, 2024 a été une année soutenue (3,2 M€ TTC) et la dynamique de la Manche sera portée aussi par la perspective de création de 25 000 emplois sur le Cotentin à l'horizon 2035. un budget de l'ordre de 3 M€/an serait à prévoir pour 10 ans (hors inflation).

B- L'environnement et les perspectives en volume du syndicat



- ▶ Quant aux effacements des réseaux :
 - ▶ Avec un linéaire de réseau aérien encore important en agglomération, le besoin ne va pas se tarir et un minimum de 3 M€/an (hors inflation) permettant d'effacer 10 km par an laisse une perspective d'activité soutenue à long terme.
 - ▶ D'autre part, l'adhésion possible de nouvelles communes urbaines pourrait entraîner une demande accrue d'effacements de réseaux.
 - ▶ Le futur décret ruralité entraînera le passage d'un certain nombre de communes urbaines en communes rurales.
- ▶ Le programme spécial intempéries :
 - ▶ Une enveloppe est déjà notifiée par le Facé de 9,5 M€. Une dotation supplémentaire de 5,5 M€ est acceptée par les services du Facé.

B- L'environnement et les perspectives en volume du syndicat



- ▶ L'éclairage public :
 - ▶ À fin 2028, l'interdiction des lampes SHP va entraîner des opérations de remplacement massives de lanternes (pour information, à cette date 20 000 points lumineux (42% du parc) gérés par le syndicat sont équipés de lampes SHP).
- ▶ Le SDIRVE :
 - ▶ Pour mémoire, 800 points de charge sont prévus d'être mis en œuvre par le SDEM50 sur la période 2031-2035 pour répondre aux obligations réglementaires visant à équiper l'ensemble des parkings de plus de 20 places.
 - ▶ Une évaluation du SDIRVE est à prévoir en 2028.

C - Données rétrospectives synthétiques de l'établissement (2020- projection 2025 arrêtée au 03/09)



- ▶ L'analyse rétrospective permet de caractériser les volumes et les évolutions des grandes masses budgétaires de l'établissement sur une période donnée .
- ▶ Elle permet de s'appuyer sur l'analyse des tendances et des incertitudes pour préparer les scénarios potentiels et se projeter sur une période future.
- ▶ Elle permet d'anticiper sereinement les changements par la mesure régulière des écarts entre les éléments planifiés et la réalité.

C - Données rétrospectives synthétiques de l'établissement (2020- projection 2025 arrêtée au 03/09)



Analyse	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes de fonctionnement courant	11 680 110,72	13 327 335,69	13 400 668,39	16 958 890,88	16 037 062,76	13 748 913,75
Dépenses de fonctionnement courant (Hors travaux en régie)	4 821 478,07	5 214 105,78	5 953 345,80	6 541 096,44	8 535 411,65	7 354 742,19
Epargne de gestion	6 858 632,65	8 113 229,91	7 447 322,59	10 417 794,44	7 501 651,11	6 394 171,56
Résultats financiers	-520,61	-11 124,88	-29 855,33	-21 372,46	-33 895,35	-25 576,02
Résultats exceptionnels	123 924,59	317 451,46	115 500,26	527 682,11	26 946,36	40 000,00
Epargne brute	6 982 036,63	8 419 556,49	7 532 967,52	10 924 104,09	7 494 702,12	6 408 595,54
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	8 333,32	52 758,95	184 842,96	134 884,41	226 611,82	182 926,50
Créances sur des collectivités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Epargne disponible (Autofinancement net)	6 973 703,31	8 366 797,54	7 348 124,56	10 789 219,68	7 268 090,30	6 225 669,04
Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie	20 063 703,65	23 728 398,47	25 379 181,98	29 485 955,23	29 957 123,02	28 388 280,98
dont remboursement du 16449	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes réelles d'investissement	14 470 985,54	20 261 690,37	13 917 373,23	15 738 336,50	21 740 474,32	21 696 000,00
Besoin de financement	5 592 718,11	3 466 708,10	11 461 808,75	13 747 618,73	8 216 648,70	6 692 280,98
Emprunts nouveaux	0,00	3 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.)	1 380 985,20	8 750 089,44	-4 113 684,19	-2 958 399,05	-948 558,40	-466 611,94
Produits des cessions d'immobilisations	5 117,52	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'immo)	1 386 102,72	8 750 089,44	-4 113 684,19	-2 955 999,05	-948 558,40	-466 611,94
Résultat reporté de l'exercice N-1	25 648 003,09	26 606 376,33	35 784 195,25	31 670 866,62	28 681 902,32	27 733 343,92
Résultat de l'exercice N au 31/12 (Fond de roulement)	27 034 105,81	35 356 465,77	31 670 511,06	28 714 867,57	27 733 343,92	27 266 731,98
Résultat reporté de l'exercice N-1	27 034 105,81	35 356 465,77	31 670 511,06	28 714 867,57	27 733 343,92	27 266 731,98
Dette au 31 12	14 583,47	3 811 824,52	3 626 981,56	3 492 097,15	3 265 485,33	3 082 558,83
Capacité de désendettement	0,00	0,45	0,48	0,32	0,44	0,48
Endettement Net Bancaire	-8 333,32	3 797 241,05	-184 842,96	-134 884,41	-226 611,82	-182 926,50
Endettement Net (bancaires et autres organismes)	-8 333,32	3 797 241,05	-184 842,96	-134 884,41	-226 611,82	-182 926,50
Fonds de roulement en jours de dépenses réelles de fonctionnement	2 015,42	2 429,08	1 903,37	1 571,80	1 164,30	1 328,23
Fonds de roulement en jours de dépenses réelles totales	390,88	438,62	361,33	285,58	257,59	272,96

Projection

- ▶ **Les éléments caractéristiques du budget principal de l'établissement se déclinent comme suit :**
 - ▶ Section d'investissement : Sur la période observée, les besoins de financements sont faibles au regard du volume des travaux développés. Cette situation résulte d'une politique qui vise à développer ses activités autour de programmes subventionnés. Il faut noter que le Facé est le principal financeur des dépenses d'investissement. Ce fonds est une dotation affectée au sein du budget de l'État, ce qui en cette période de recherche d'économies budgétaires en fragilise la pérennité dans la durée, du taux et des assiettes subventionnées.
 - ▶ Les financements apparaissent à date fragiles car, la mise en œuvre de l'article 20 de la loi de finances 2025 dispose, qu'à compter du 01 Août 2025, le compte d'affectation spéciale Facé ne soit non plus financé par les gestionnaires de réseaux via le Turpe mais par une fraction de l'accise sur l'électricité. La répartition de l'enveloppe de l'accise (État AODE) n'est pas connue à ce jour.

- ▶ Section de fonctionnement : Elle dégage régulièrement un autofinancement net qui permet de couvrir les besoins de financement. Il convient de souligner que le seul emprunt souscrit par l'établissement a financé la construction de son siège.

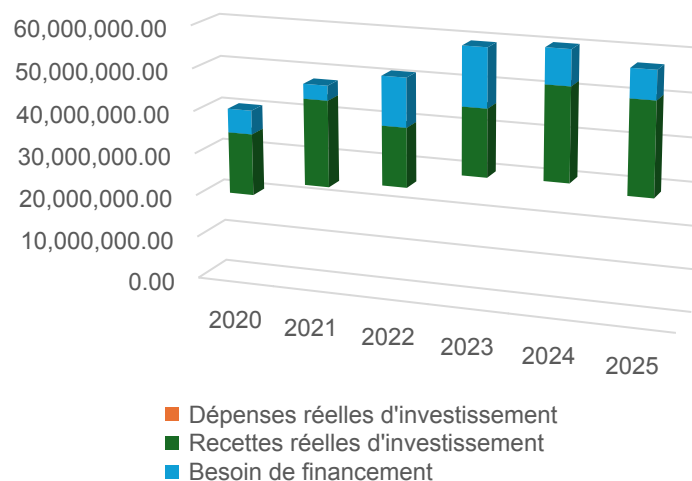
Le fonds de roulement : l'hypothèse actuelle d'exécution du budget 2025 prévoit au 31/12/2025, **272 jours de dépenses**. Ceci nécessitera des actions correctives progressives qui sont présentées infra. Voir conditions encadrantes de l'étude prospective.

En dernier lieu, **l'indicateur de capacité de désendettement** de l'établissement permet de faire face sereinement aux futurs besoins de financement de la section d'investissement même en cas de recours à des financements externes (emprunts). En effet, le seuil d'alerte est fixé autour de **8 années**. Il représente actuellement 6 mois.

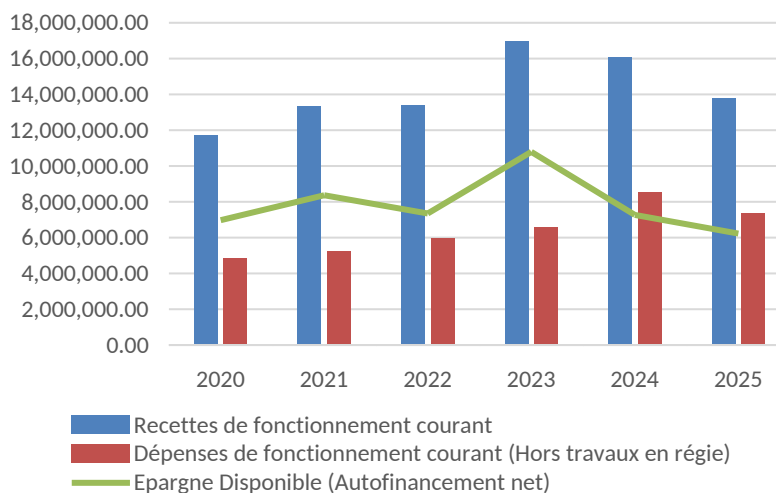
C - Données rétrospectives synthétiques de l'établissement



Besoins de financement de la section d'investissement



Evolution de l'autofinancement net



D - Le cadre de réflexion de la prospective



- ▶ Le critère déterminant sur lequel s'appuie la prospective découle de l'analyse de l'évolution probable des financements par l'État des politiques publiques.
- ▶ L'hypothèse retenue est une baisse sensible du Facé qui passe progressivement d'un taux de subvention des travaux neufs de **80% en 2025 à 40% en 2030**.
- ▶ Le syndicat maintient ses ambitions en matière de volume de travaux en consentant à financer sur ses fonds propres un reste à charge en augmentation à partir de 2027.
- ▶ Le fonds de roulement minimum est fixé à 25 jours de dépenses totales .

D - Étude prospective

Les Conditions encadrantes :

Item s budgétaires	Hypothèse
TICFE	Ressources en léger repli: -1% au vu d'une prévision de baisse des consommations. Quid de la LF 2026 suite à la décision de la CRE relative au TURPE.
Facé	Maintien du taux de 80 % de Subvention en 2026. Chute progressive du facé 2027 (70%)-2028 (60%)-2029 (50%)-2030 (40%) Stabilité des règles de liquidation du Facé.
RVE	Extension dans le respect du Schéma départemental.
Eclairage public	Légère évolution autour de 50 000 points lumineux en augmentation : +5% à iso périmètre. Le nouveau marché a pour objectif de stabiliser les dépenses d'entretien des réseaux.
Redevance Concession	Stabilité de la ressource à 2 650 000 €
Investissement : opérations sous mandats (programme AC TEE Chêne2)	Opérations neutres budgétairement.
Eclairage public Dépenses Investissement	Travaux 8 000 000€
Eclairage public Financement	2025 25% reste à charge compte tenu du fonds vert. 2026-2030 30% reste à charge
Travaux réseaux électriques	Voir le plan pluriannuel d'investissement
Ressources humaines	Les effectifs seront adaptés en fonction du projet d'établissement.

Programme pluriannuel d'investissement :

Dépenses d'Investissement	2026	2027	2028	2029	2030
Administration Générale	220 000	220 000	220 000	220 000	250 000
Eclairage Public	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Participation SEM & Chausey	2 000 000		1 000 000		
Mobilité Durable	326 000	326 000	326 000	326 000	326 000
Réseaux Electriques	23 400 000	23 200 000	23 200 000	23 200 000	21 200 000
-Dont programme intempéries	5 500 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0
-Dont Sécurisation	5 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000

Total dépenses Investissement	33 946 000	31 746 000	32 746 000	31 746 000	29 776 000
--------------------------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

Recettes d'investissement	2026	2027	2028	2029	2030
Eclairage Public	4 200 000	4 200 000	4 200 000	4 200 000	3 500 000
Mobilité Durable	159 000	159 000	159 000	159 000	120 000
Réseaux Electriques	19 001 000	12 274 000	11 474 000	9 874 000	9 059 500
-Dont programme intempéries	4 400 000,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00	0,00

Total Recettes Investissement	23 360 000	16 633 000	15 833 000	14 233 000	12 679 500
--------------------------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

Reste à Charge	10 586 000	15 113 000	16 913 000	17 513 000	17 096 500
-----------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------

D - Étude prospective

Zoom sur les travaux neufs :

	Prospective				
	2026	2027	2028	2029	2030
Réseaux électriques_ HT	23 400 000	23 200 000	23 200 000	23 200 000	21 200 000

Effacement	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	4 000 000
Extensions Collective	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	700 000
Extensions Individuelles	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Renforcements	5 500 000	5 500 000	5 500 000	5 500 000	5 000 000
Sécurisations	5 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Intempéries	5 500 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0
Effacement_ réseaux Télécom	1 400 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	2 000 000

	2026	2027	2028	2029	2030
Subventions & participations	19 001 000	12 274 000	11 474 000	9 874 000	9 059 500

Subvention Face	9 000 000	5 600 000	4 800 000	3 200 000	3 200 000
Subvention Face Intempéries	4 400 000	800 000	800 000	800 000	0
Part sur ext individuelles	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Part Cnes aux effect + art 8	2 260 000	2 380 000	2 380 000	2 380 000	2 900 000
Maîtrise d'Œuvre	1 411 000	1 564 000	1 564 000	1 564 000	1 589 500
Participations AE+PCT aux lotissements Cx	860 000	860 000	860 000	860 000	540 000
Particip cne lot (25 puis 20x8lots)	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Particip lotissement privé	450 000	450 000	450 000	450 000	210 000

D - Étude prospective

Évolutions des équilibres budgétaires



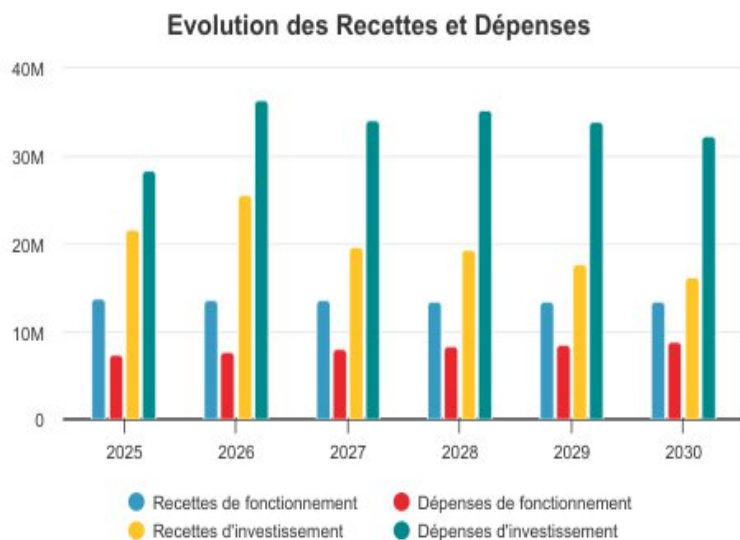
Analyse	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Recettes de fonctionnement courant	13 748 913,75	13 600 685,38	13 541 206,22	13 484 442,70	13 430 962,96	13 380 845,39
Dépenses de fonctionnement courant (Hors travaux en régie)	7 354 742,19	7 784 280,30	8 057 116,40	8 313 330,93	8 547 095,15	8 846 455,44
Epargne de gestion	6 394 171,56	5 816 405,08	5 484 089,82	5 171 111,77	4 883 867,81	4 534 389,95
Résultats financiers	-25 576,02	-24 108,21	-22 628,63	-21 137,16	-45 419,10	-389 001,98
Résultats exceptionnels	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
Epargne brute	6 408 595,54	5 832 296,87	5 501 461,19	5 189 974,61	4 878 448,71	4 185 387,97
Remboursement courant du capital de la dette (hors RA)	182 926,50	184 394,31	185 873,89	187 365,36	220 856,13	652 624,34
Créances sur des collectivités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Epargne Disponible (Autofinancement net)	6 225 669,04	5 647 902,56	5 315 587,30	5 002 609,25	4 657 592,58	3 532 763,63
Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie	28 388 280,98	36 396 280,98	34 168 030,98	35 168 030,98	33 968 030,98	32 218 030,98
dont remboursement du 16449	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes réelles d'investissement	21 696 000,00	25 500 000,00	19 753 631,12	19 386 368,64	17 775 172,91	16 221 172,91
Besoin de financement	6 692 280,98	10 896 280,98	14 414 399,86	15 781 662,34	16 192 858,07	15 996 858,07
Emprunts nouveaux	0,00	0,00	0,00	859 512,09	11 535 266,41	12 464 093,99
Emprunts gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Variation du fonds de roulement (Hors cessions d'immo.)	-466 611,94	-5 248 378,42	-9 098 812,56	-9 919 541,00	0,92	-0,45
Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Variation du Fond de roulement (Avec Cessions d'Immo)	-466 611,94	-5 248 378,42	-9 098 812,56	-9 919 541,00	0,92	-0,45
Résultat reporté de l'exercice N-1	27 733 343,92	27 266 731,98	22 018 353,56	12 919 541,00	3 000 000,00	3 000 000,92
Résultat de l'exercice N au 31/12 (Fond de roulement)	27 266 731,98	22 018 353,56	12 919 541,00	3 000 000,00	3 000 000,92	3 000 000,47
Résultat reporté de l'exercice N-1	27 266 731,98	22 018 353,56	12 919 541,00	3 000 000,00	3 000 000,92	3 000 000,47
Dette au 31 12	3 082 558,83	2 898 164,52	2 712 290,63	3 384 437,36	14 698 847,64	26 510 317,29
Capacité de désendettement	0,48	0,50	0,49	0,65	3,01	6,33
Endettement Net Bancaire	-182 926,50	-184 394,31	-185 873,89	672 146,73	11 314 410,28	11 811 469,65
Endettement Net (bancaires et autres organismes)	-182 926,50	-184 394,31	-185 873,89	672 146,73	11 314 410,28	11 811 469,65
Fonds de roulement en jours de dépenses réelles de fonctionnement	1 328,23	1 013,84	574,93	129,43	125,54	116,81
Fonds de roulement en jours de dépenses réelles totales	272,96	178,53	109,58	24,71	25,24	25,64

Les enseignements du cadre de réflexion posée par la prospective

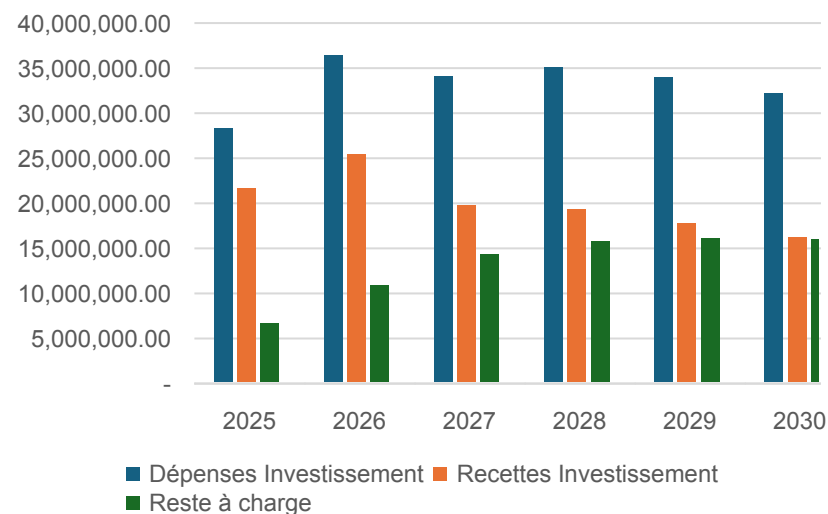


- ▶ L'analyse prospective montre que :
 - ▶ le volume des politiques d'investissement dépendra étroitement du taux de subvention du Facé mais aussi de la stabilité des règles d'attribution et de liquidation des aides de ce fond.
 - ▶ La stabilité de la dotation de l'accise sur l'électricité.
 - ▶ L'établissement sera en situation, toute chose égale par ailleurs, de soutenir un programme syndical (voir années 2029-2030) qui serait financé par des ressources externes (emprunts) .
 - ▶ L'épargne de gestion devra être préservée pour soutenir les dépenses financières nouvelles compte tenu de la probable érosion des ressources fiscales de l'établissement.
 - ▶ La mise en œuvre de modèles économiques par activités devra permettre de maîtriser les restes à charges pour le syndicat et connaître ainsi l'affectation de ses ressources par politiques.

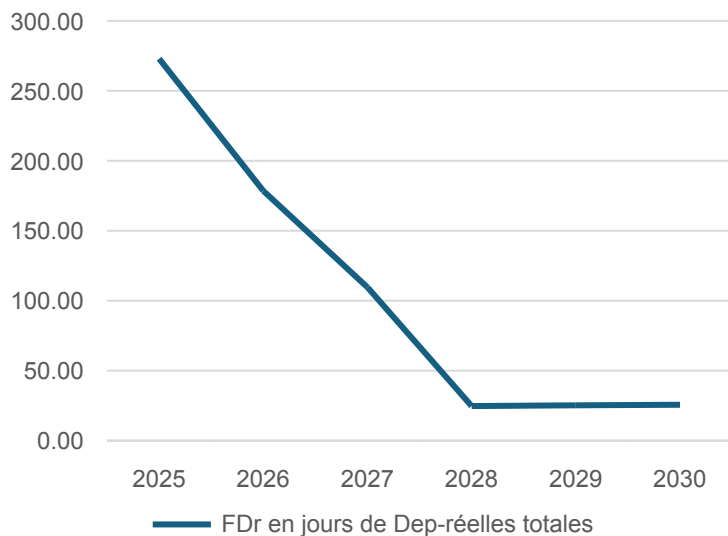
Evolution des dépenses et recettes



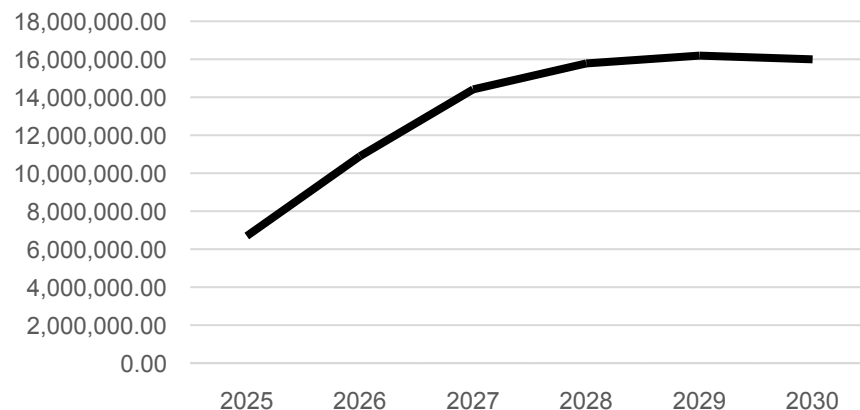
Dépenses d'investissement et restes à charge



Evolution du fonds de roulement en jours de dépenses totales



Besoins de financement Section d'investissement



Ressources Humaines

ROB 2026

Structure des effectifs au 31/12/2025



Structure des effectifs par statut

	Fonctionnaires	Contractuels sur poste permanent
En nombre	23	24
En ETP	22,8	23,3

Sur un total de 47 agents, 2 agents sont à temps partiel (à 80%) et 1 agent est sur 1 poste à temps non-complet (à 50%)

Répartition par filière et par statut

			TOTAL	
	Fonctionnaires	Contractuels de droit public + droit privé	Nombre	ETP
Administrative	13	7	20	19,1
Technique	10	16	26	26
Apprentis	0	1	1	1
TOTAL	23	24	47	46,1

La spécificité des compétences techniques propres à notre collectivité conditionne le recrutement de personnels qualifiés issus du secteur privé (ayant donc le statut de contractuel)

Le personnel administratif relève davantage d'agents fonctionnaires recrutés par voie statutaire (mutation)

Structure des effectifs au 31/12/2025



Répartition par catégorie

Fonctionnaires et contractuels	En nombre	en ETP
Catégorie A	11	11
Catégorie B	25	24,6
Catégorie C	10	9,5
Apprentis	1	1
TOTAL	47	46,1

Plus de la moitié des effectifs est classée en catégorie B (53%).

Les membres du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux représentent 75% des agents de catégorie B.

Structure des effectifs au 31/12/2025

Répartition par genre



La moyenne d'âge des agents du Syndicat est équivalente à 44 ans et 9 mois soit la moyenne nationale en collectivité territoriale.

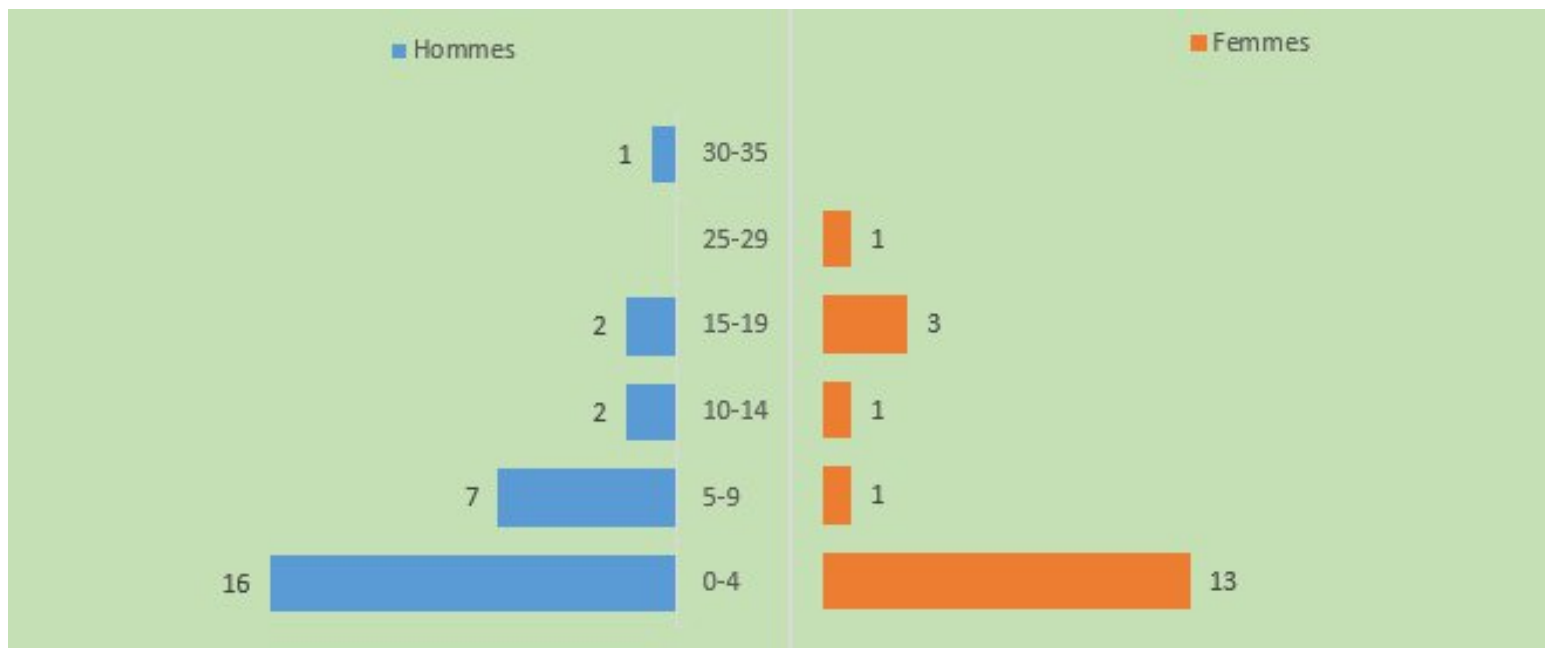
5 agents ont plus de 60 ans

1 agent retraité est en renfort auprès des pôles techniques

Structure des effectifs au 31/12/2025



Répartition par ancienneté au SDEM50



Près de 80% des agents ont moins de 10 ans d'ancienneté au SDEM50

Evolution des effectifs 2025-2026



Evolution prévisionnelle des effectifs

	Effectif 31/12/2025	ETP au 31/12/2025	Effectif 31/12/2026	ETP au 31/12/2026
Direction Générale	11	11	13	13
Communication	1	1	2	2
Ressources Humaines	3	2,8	3	2,8
Réseaux	15	14,5	15	14,5
Eclairage Public	6	5,8	6	6
Mobilité durable	1	1	2	2
Transition Energétique	10	10	10	10
TOTAL	47	46,1	51	50,3

+2 agents (1 au Pôle Finances (+1 ETP) et 1 en DSI (+1 ETP))

+1 agent au Pôle Communication (+1 ETP)

+1 chargé de mission gaz en mobilité durable (+1 ETP)

Déclinaison des dépenses de personnel 2025-2026



	Données 2025			Prévisions 2026		
Colonne1	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	TOTAL	Agents titulaires et stagiaires2	Agents contractuels3	TOTAL2
Traitement Indiciaire	660 193,00 €	580 550,00 €	1 240 743,00 €	658 754,00 €	711 563,00 €	1 370 317,00 €
NBI	6 571,00 €	- €	6 571,00 €	6 801,00 €	- €	6 801,00 €
SFT	8 233,00 €	8 294,00 €	16 527,00 €	7 634,00 €	9 570,00 €	17 204,00 €
IFSE (régime indemnitaire fixe)	239 247,00 €	205 086,00 €	444 333,00 €	249 171,00 €	258 856,00 €	508 027,00 €
CIA (régime indemnitaire variable)	11 552,00 €	15 012,00 €	26 564,00 €	20 355,00 €	24 780,00 €	45 135,00 €
Autres indemnités variables (Ind CET)	4 900,00 €	13 900,00 €	18 800,00 €	- €	- €	- €
Prestation enfant handicapé	2 196,00 €	- €	2 196,00 €	2 196,00 €	- €	2 196,00 €
Heures supplémentaires	- €	823,00 €	823,00 €	1 500,00 €	1 000,00 €	2 500,00 €
Participation collectivité (protection sociale complémentaire)	11 325,00 €	9 039,00 €	20 364,00 €	12 000,00 €	11 000,00 €	23 000,00 €
Ticket restaurant (participation agents)	17 924,00 €	18 001,00 €	35 925,00 €	25 226,00 €	30 710,00 €	55 936,00 €
Charges patronales	360 420,00 €	328 951,00 €	689 371,00 €	353 096,00 €	372 990,00 €	726 086,00 €
TOTAL	1 322 561,00 €	1 179 656,00 €	2 502 217,00 €	1 336 733,00 €	1 420 469,00 €	2 757 202,00 €

Charges de personnel 2025-2026



Les dépenses de personnel en 2025 sont liées à plusieurs facteurs :

La création de 3 postes dont certains ont été pourvus (technicien réseau en septembre et en novembre)

Le recrutement, en 2025, de postes vacants en 2024 (technicien énergie en janvier / conseiller en énergie partagé en mai)

Le recrutement d'une adjointe au Pôle Finances en mai (titulaire)

L'évolution des dépenses en 2026 :

Application des nouvelles modalités d'attribution du CIA sur analyse des objectifs et valeur professionnelle à l'issue des entretiens professionnels 2025

Le recrutement sur des postes contractuels (dû à la spécificité des profils recherchés : chargé de mission gaz...)